

aucune perte de temps, et j'accepterai sa réfutation. Nous le croyons coupable; il estime que non.

Il y a encore cette question: Quand allons-nous présenter ce programme législatif à la Chambre? Cela dépend. Je le répète, cela dépend. Le député prétend que son parti ne fait pas d'obstruction. Cela m'amène à parler de la ligne de conduite qu'a adoptée l'opposition officielle. Ses membres veulent savoir pourquoi nous ne présentons pas toutes ces choses à la Chambre. Les députés ont entendu le discours qu'a prononcé hier le chef de l'opposition. Il faut le rattacher à cette recherche éfrénée du pouvoir. Je ne puis expliquer cette attitude. En mai dernier, en juin dernier, ils ont sapé la confiance du peuple canadien par leur tactique de guérilla, appliquée durant toute la campagne électorale. Ils ont miné la confiance du public. Ils se sont moqués des réalisations nationales. Pourquoi réclament-ils des élections depuis l'ouverture du Parlement, l'automne dernier? Parce qu'ils savent bien qu'avec la reprise actuelle de notre économie, chaque jour que nous sommes au pouvoir prouve combien les arguments qu'ils ont lancés dans la campagne électorale étaient faux.

Et maintenant, au tour de mes amis, les membres du Crédit social. Plus tard, je parlerai du Nouveau parti démocratique. Je me demande ce qu'ils pensent d'un chef qui a appuyé l'amendement du crédit social préconisant l'argent libre de dettes, conformément à leur théorie. Quand on leur a demandé s'ils étaient en faveur de la théorie de l'argent libre de dettes, ils ont répondu: «pas du tout». Quant aux libéraux, ils se déclarent prêts à s'associer avec le Nouveau parti démocratique ou du moins à en absorber les membres dans leurs rangs, à l'exception d'un seul, à en croire le député de Davenport (M. Gordon), le représentant d'York-Sud (M. Lewis). Il serait marxiste, suivant le député de Davenport. Mais les autres, ils les accepteraient.

M. Gordon: Que le premier ministre prouve que j'ai dit cela. S'il songe au sens qu'on y attache parfois, il ne dit pas la vérité. Or, il est grand temps qu'il dise la vérité.

M. Lewis: Monsieur l'Orateur, je pense être le seul à pouvoir légitimement poser la question de privilège pour informer la Chambre, suivant Karl Marx même, que je déplore le mot «marxiste».

Le très hon. M. Diefenbaker: D'après la *Presse canadienne*, le député de Davenport ne le déplore pas. Il m'a demandé de lire l'affirmation. J'en donnerai le mot à mot.

[Le très hon. M. Diefenbaker.]

L'article est tiré du *Star Phoenix* du 14 janvier:

Les députés fédéraux appartenant au Nouveau parti démocratique représentent toutes les tendances depuis ceux qui pourraient facilement assimiler la théorie libérale... à l'exception de M. David Lewis, marxiste convaincu dont les idées ne correspondraient jamais à celles de notre parti.

M. Lewis: Je pose la question de privilège pour faire remarquer que la dernière phrase est bien vraie: je ne pourrais jamais me retrouver dans les rangs du parti libéral. La première phrase affirme quelque chose d'absolument faux.

Le très hon. M. Diefenbaker: Merci au député d'avoir répondu à son confrère.

Qu'on me permette de revenir aux arguments qu'ils ont invoqués, ceux dont ils se sont servis pour miner la confiance dans le pays. Ils ont prétendu que la fixation du cours du dollar entraînerait pour la ménagère canadienne une perte de pouvoir d'achat de sept cents et demi par dollar. Ils ont prétendu que le prix des produits alimentaires, des vêtements, des articles ménagers, augmenterait. Ils ont prétendu que les services coûteraient plus cher. Veulent-ils des preuves, j'en ai. Ils ont affirmé—pour des motifs politiques—que le pays était ruiné. Ils ont prédit qu'une inflation galopante anéantirait les épargnes des veuves et des pensionnés. Sur quoi appuyaient-ils leurs affirmations? Ils ont offert de faux dollars pour étayer une accusation fautive dans des arguments électoraux truqués. Leur supercherie a presque été couronnée de succès, le 18 juin.

Quand nous disions que nos échanges commerciaux augmentaient, ils prétendaient le contraire. Ils parlaient de ruine et de misère dans le pays, mais ils n'en parlent plus. Ils parlent d'autre chose maintenant. Puis-je leur demander si leurs prophéties se sont réalisées? Si la cherté de la vie a augmenté dans la mesure qu'ils prédisaient? Monsieur l'Orateur, de tous les pays du monde libre, en 1962, c'est le Canada qui a eu l'augmentation la moins forte du coût de la vie. Nous leur avons dit ce qui arriverait lorsque nous avons fixé le cours du dollar. Nous leur avons dit que cette mesure permettrait d'augmenter nos exportations, d'augmenter sensiblement les recettes de l'industrie touristique et qu'elle faciliterait la production de biens manufacturés pour le marché intérieur. Ils nous ont ridiculisés, ils se sont lancés dans des discours creux, pleins d'équivoques. S'ils désiraient tant des élections en automne, c'était pour empêcher que leur campagne de mensonges ne soit réfutée par les faits.

L'augmentation du produit national brut? Ils ont prétendu qu'elle ne voulait rien dire.